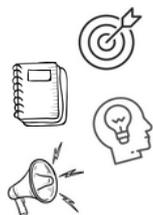


Compte rendu de la réunion inaugurale "Cancers et environnement: initier la recherche par le territoire" - Janvier 2025 -

Ce document propose une synthèse des échanges tenus à l'occasion de la réunion inaugurale organisée le 23/01 à la maison des associations de Martigues.

Objectifs du séminaire et démarche participative



Ce séminaire a été organisé dans le but de transmettre les enjeux de la santé environnement dans la région et de s'assurer que les questionnements des chercheurs répondent bien au contexte local, avec notamment une réflexion collective sur les expositions environnementales.

C'est en soumettant aux acteurs locaux ces questionnements et en construisant avec eux la recherche qu'elle pourra entendre et intégrer les sujets de préoccupations et répondre aux attentes locales.

Le programme du séminaire

Contenu de la présentation : **ICI**



Accueil et introduction

L. Mondoloni (Dir. CHU Martigues), L. Meilleur. (Dir. affaires med. IPC) et H. Wortham (Prés. IECF)

Présentation du projet de recherche "Cancers et Environnement"

Pr. Eisinger - Institut Paoli-Calmettes

Échanges, débat, orientations et construction avec la salle

La participation

Métropole Aix-Marseille-Provence
GISCOPE 84
Réseau volontaire VOCE
CPCAM des Bouches-du-Rhône
Maison régionale de santé - Istres
Zéro phyto dans nos canaux
ADPLGF
SESSTIM
LYONDELL
Santé publique France région
ARS PACA
DREAL PACA
Mase méditerranée
ADEVIMAP
CIAS du Pays de Martigues
Provence Promotion
CPTS pays de Martigues
CPTS Ouest Etang de Berre
Institut Paoli-Calmettes



~ 100 personnes



Mairie de Saint-Mitre-Les-Remparts
Mairie d'Istres
EHESP Marseille / Université Woguénigüe
SPPI PACA
CH de Martigues
ATMOSUD
SENS URBAIN
L'Étang Marin
Commission à la transition industrielle,
écologique et énergétique pour Fos Berre
Mairie de Fos-sur-Mer
Mairie de Port-de-Bouc
PIICTO
Rhône énergie
ITEM AMU
ASEF
Médecins libéraux
MEDYN GSE
Ville de Marseille



Compte rendu des échanges avec la salle (1)

Maire de Saint-Mitre-les-Remparts -

« Difficultés à apporter des réponses sur une question simple. Parfois, questions compliquées sont plus faciles à répondre. Intérêt ici de montrer la complexité dans les choses simples. »

Construction de réponses à deux niveaux, systémique ou pas, sur le court et le long termes.

Gérard Eddy (médecin généraliste) - « Groupe Santé Environnement, émanation de la CPTS. Très content que ce jour là arrive. Fait fondamental, voire structurant pour reconstruire plusieurs initiatives. Les CPTS sont souvent hors parcours de soin, même si une dynamique s'installe. »

Réunion qui fait suite à une réunion réalisée le 2/04 à Martigues, à l'initiative du Groupe Santé Environnement qui a regroupé plus de 200 personnes.

Pierre Souvet (ex-cardiologue) ; président de l'ASEF (Association Santé environnement Française) -

« Approche des risques compliquée pour des raisons multifactorielles. Et Quid de l'approche par danger – Y aura t-il un volet éducatif (déterminant primordial).
⇒ Ex : plomb, Arsenic....
⇒ Action de l'ASEF avec le rectorat : idée est de former des référents issus de la CPTS locale pour soutenir les médecins et infirmières scolaires (expérimentation sur 4 départements, dont Bouches-du-Rhône). »

Nous n'excluons pas un volet éducatif, ni d'inclure l'éducation nationale dans la démarche.

Représentante (glyphosate) collectif Zéro phyto dans nos canaux avec une commission santé à Salon - «Très heureuse de s'associer à un groupe qui réfléchit. »

Il est précisé dans la salle (monsieur) - « Nous sommes dans la zone Étang de Berre, un secteur qui était en grande souffrance et qui l'est encore. Exemple de l'amiante / chantier de construction navale – maladies différées, effets à long terme. Beaucoup sont morts. A t-on prévu les représentants de travailleurs, même s'il n'y a plus le CHSCT ?
Rappel de l'immense travail de l'APCME – la sécurité sociale va t-elle être associée à cela ?
Contrat de plan a été le seul à avoir été fait ici en France. Il y avait les médecins généralistes (première sentinelle), qu'on n'a plus. »

Oui, se pose la question de la santé de la population (riverains et/ou salariés), de la prévention des risques et de l'emploi. Les maladies professionnelles font partie de notre champs d'action, en travaillant avec des associations sur le terrain, comme l'Adevimap (Association de défense des victimes de l'amiante) ou encore le GISCOPE84 (Groupement d'intérêt scientifique sur les cancers d'origine professionnelle).

Il est précisé dans la salle (dame) - Demande d'avoir une attention particulière sur l'exposition des enfants à l'école. La santé des adultes commence par la prévention des enfants.

Il est précisé dans la salle (monsieur) - Démarche à mettre en place ? But ?

Multiplication d'interrogations. Comment la société arbitre-t-elle la priorité de toutes vos interrogations.
Comment faire pour identifier les priorités du territoire ? Quelles sont les données manquantes ? Est-on capable de produire ces données.
Les enfants en font bien sûr partie.



Compte rendu des échanges avec la salle (2)

Loïs Giraud (Directeur de la mission One health, Ville de Marseille) : « Comment comptez-vous concrètement organiser ce dialogue entre scientifiques et citoyens ; Quel espace, régularité ? Les priorisations seront votées ou utiliserez vous d'autres systèmes ? Comment on intègre des populations qui ne sont pas formées, dont le seul savoir découle du fait d'habiter le territoire et pour certaines n'ont pas problématisé la question. Dispositif itinérant pour atteindre les populations les plus sensibles ? »

Travail en séminaire, dont certains seront ouverts au public, pour validation.
Processus expérientiel, non linéaire, peut amener à des orientations des acteurs.

Daniel Moutet (Association de Défense et de Protection du Littoral et du Golfe de Fos) -
« Enfin, je me réjouis de voir une telle initiative pour aller chercher le mal qu'il y a. On est en train de l'oublier. »

Dr Aurélie Guindon Picard (présidente CPTS Ouest Etang de Berre) -
« Émergence du nombre de cancers du pancréas. Partenariat avec CH de Martigues pour les dépister et traiter plus précocement. Augmentation ou pas ? Comment faire pour les éviter ? Séminaire pas en après-midi pour les docteurs libéraux. Quelles données fiables a-t-on ? Une véritable étude épidémiologique sur le territoire ? »

Christiane De Felice (Adevimap) – « Nous avons vu beaucoup de choses. Suivi des maladies professionnelles à la consultation des risques à l'hôpital. Il nous a fallu presque 20 ans que c'était nécessaire dans le bassin d'emploi, pollué. Les cheminées n'arrêtent pas. Cancers différés 15-20-40 ans après. A l'heure actuelle, nous traitons 320 et 350 dossiers par année dont 80 % de ces dossiers impliquent des cancérogènes. Le cancer de la prostate. Effectivement on n'en entend beaucoup parler, mais pas que. Les professionnels de santé omettent encore de poser la question du parcours pro. Nous passons à côté de déclarations. La sous-déclaration coûte +3.7 milliards d'euros (officiellement reconnu). Maladies évitables. Beaucoup de pertes de nos demandeurs. Le bilan est lourd. La conclusion de l'étude REVELA nous a fait bondir. »

Hervé Buisson – représentant des salariés CGT à Lyondell – Fonction AU SPPPI
Union locale de Fos-sur-mer – section Sécurité et Santé Environnement. « Manque de moyens important. On connaît les maladies professionnelles, on a toujours les mêmes. Travaillons ensemble sur un objectif commun. »

Gérard Eddy (médecin généraliste) –
« Consultation des risques (CR). Comment on compte nos malades, comment on les suit. Tous les gens en première ligne avec patient. Point 0 : sa participation (le consortium) à la CR par la promotion de la science. CIAS, le journal numérique du médecin à Martigues pourrait commencer à faire parler d'eux. Nouveau départ, car il ne faut pas oublier toutes les personnes qui travaillent sur ces questions depuis un moment. »

Il est précisé dans la salle (dame) - Recueil de données déjà existant suffisamment pris en compte ? Pour ne pas avoir à le refaire ? Ou comment le réactualiser ? Nous avons obtenu la création d'un cadastre, est-il alimenté ?

De très nombreuses données existantes (vérification fiabilité, connexion, groupes collectifs pour les interpréter). Cette approche parfois en tension avec le respect de la vie privée. Être attentif à cet aspect. Question d'accès aux données, etc.



Compte rendu des échanges avec la salle (3)

Houssine Rehabi Conseiller municipal Port-de-Bouc -

« Savoir, vouloir et agir ?

On sait (pour l'amiante), on veut (oui), comment fait-on pour agir ?

Ex : Lien scientifique entre pollution au trafic (proximité à la route) et leucémie

Ex : contournement de Pdb, 3 maternelles, écoles primaires... »

Nous sommes des producteurs de données c'est au décideur de décider.

Ex du diesel : problème économique – choix politique.

Différence entre le temps où on sait et le temps où on régule.

Jacques Carle (Trésorier à l'Institut Ecocitoyen) -

« Content de la tenue de cette réunion – travailler à rechercher des données. Elles existent, et pas facile à montrer. Instruire des gens, oui et leur communiquer une partie des études existantes.

Ex de l'étude de l'ASEF sur les PCB qui a amené une étude similaire commandée par l'état.

Inquiétude : nouveau discours sur la décarbonation. C'est pas parce qu'on va décarboner qu'on ne va plus polluer. »

Bernard Heriot (ancien resp. à ArcelorMittal) -

« Statistiques – sécurité sur le plan administratif et la santé sans les hôpitaux.

Quand on demandait les stats sur les accidents du travail, on ne voulait pas nous donner les noms. »

C'est un arbitrage social.

Il est précisé dans la salle (monsieur) -

« Environnement pollution mais en général les pollutions on sait d'où elles viennent.

Aujourd'hui, les industriels ont-ils été invités ?

Envisagez-vous que les industriels apportent des infos ? »

Norbert Lopez (représentant GMIF) et natif de la région.

« Je suis à l'écoute et les industriels se doivent d'être présents. »

Deux postes du GMIF sont au conseil d'administration de l'Institut Ecocitoyen.

François Lalande (ADPLGF et donneur de sang à Fos) -

« On se bat avec la municipalité pour avoir des enquêtes épidémiologiques. Difficulté avec les services de l'état pour avoir ce genre d'étude. Ravi du consortium. En tant qu'association, on peut peut-être contribuer. »

Il est précisé dans la salle (dame) -

« Savoir et Pouvoir.

Le pouvoir d'agir appartient au politique. Les pouvoirs (collectivités et Métropole) sont-ils impliqués ? »

La Métropole Aix-Marseille-Provence est partenaire de l'ensemble des actions de surveillance environnementales et aussi par l'analyse des vulnérabilités de territoire (qui passe par la santé).

Des maires et adjoints, et l'ancien sous-préfet d'Istres étaient bien présents tout à l'heure.

ARS et SPF (tutelles, services de l'état) ont été invitées.

On souhaite bien sûr coopérer avec tout ce monde là.

Gwenaëlle Hourdin (Déléguée générale SPPPI PACA) -

« Objectif du projet REPONSES recueillir préoccupation du territoire depuis 6 ans. On connaît des attentes du territoire que l'on serait ravis de partager. On peut imaginer des séances de travail avec le panel citoyens. On a fait une synthèse des études « Enviro Edb ».



Compte rendu des échanges avec la salle (4)

Stéphanie Casanova (Métropole Aix-Marseille-Provence) -

« N'a pas de compétence en santé mais agit de manière territorialisée. Par la politique de la ville et renouvellement dans le cadre du droit commun (depuis mai), la MAMP s'engage sur la santé (soutient aux établissements de soin, feuille de route prévention, promotion de la santé avec 3 axes : santé environnement, maladies chroniques
Quel Financement ? »

Pas encore de financement.

CIAS Martigues -

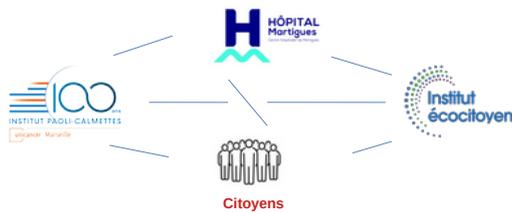
« Contrat local de santé depuis 20 ans.
Nous sommes attentifs aux moyens car nous portons la questions santé environnement. »

Étienne Amiet (GISCOPE84) -

« On suit attentivement le projet -
Créer à l'initiative d'un médecin hémato-oncologue, le GISCOPE est un collectif de chercheurs (sociologues, toxicologues, etc.) sur la reconnaissance des maladies professionnelles. Nous suivons environ 500 personnes (90% exposés à au moins deux polluants cancérigènes). »

Association Masse GIPHYS

« 950 entreprises – donneur d'ordre
A participé aux 2 premiers contrats locaux (mise en place du parcours de suivi des pathologies, capter les polluants dans les villes). »



Le prochain séminaire



Au programme :

- **Point de synthèse** de la réunion précédente et échanges.
- **Actualités** sur les actions et projets en cours, articles, rencontres.
- **Présentation d'un sujet phare par l'IPC** : "mécanisme d'apparition d'un cancer, quelle place pour l'environnement ?"
- **Présentation d'un partenaire associatif** : le Groupement d'intérêt scientifique sur les cancers d'origine professionnelle (GISCOPE 84)
- **Planification** de la prochaine réunion avec proposition d'intervention.



Mardi 24 juin 2025 de 14h à 17h
À Martigues (salle Raoul Dufy)
Rond-point de l'Hôtel de Ville



contact@institut-ecocitoyen.fr

Intervenants:

- François Eisinger (Pr - Institut Paoli Calmettes)
- Lisa Meilleur (Resp. affaires médicales - Institut Paoli Calmettes)
- Loïc Mondoloni (Dir - Centre Hospitalier de Martigues)
- Henri Wortham (Prés. - Institut écocitoyen)
- Patrick Courtin (Dr. - Membre du comité scientifique - Institut Ecocitoyen)

Modérateur: Philippe Chamaret (Dir. - Institut Ecocitoyen)

Autres membres du consortium présents:

- Maxime Jeanjean (resp. santé environnement, Institut Ecocitoyen)
- Gautier Revenko (resp. com, Institut Ecocitoyen)
- Francesca Minimel (sociologue - Institut Paoli Calmettes)

